Divendres, 20 d'abril de 1979

Primera taula rodona sobre el Cisma d'Occident i la política internacional de la Corona catalano-aragonesa

Barcelona, Institut d'Estudis Catalans, dos quarts d'onze del matí.

Presidència: Il·lm. Sr. Pere Pi i Sunyer, conseller de Cultura de la Generalitat de Catalunya; Sr. Joan Ainaud i de Lasarte, president de l'Institut d'Estudis Catalans; Sr. Miquel Coll i Alentorn, president de la Secció Històrico-Arqueològica del mateix Institut. Actuà com a secretària la senyoreta Maria Teresa Ferrer i Mallol.

Després d'unes paraules del senyor Pi i Sunyer, desitjant, en nom de la Generalitat de Catalunya, que les Jornades siguin fructíferes, el senyor Miquel Coll presenta el professor Henri Bresc i li cedeix l'ús de la paraula.

LA MAISON D'ARAGON ET LE SCHISME: IMPLICATIONS DE POLITIQUE INTERNATIONALE

En 1378, quand l'ambition d'un groupe de curialistes réuni autour de Robert de Genève, héritier du destin manqué de Gui de Boulogne et cousin du roi de France et du roi de Navarre[1], fait levier sur la déception et la crainte des cardinaux ultramontains assurés de perdre, outre le doux séjour avignonnais et les bons vins de Beaune, la majorité au sacré collège face aux Italiens, et sur la complicité intéressée mais tacite de Charles V, pour jeter la France, la France seule, dans le Schisme, une période de tranquillité s'ouvrait pour la Maison d'Aragon. Certes, le piège sarde continue d'épuiser lentement les forces militaires de la Couronne engagées dans cette longue guerre 'coloniale-féodale' et Pierre le Cérémonieux continue, en homme de son temps, à rêver de grandes expéditions et de titres prestigieux: il s'est proclamé roi de Sicile. Ne prenons pas trop au sérieux ces ambitions, même si elles s'avèreront plus facilement réalisables que d'autres conquêtes de royaumes lointains, Majorque et Adria pour Anjou, Castille pour Lancastre, Constantinople ou Jérusalem pour les princes napolitains. En 1378, la conjoncture politique est au calme et l'équilibre des forces s'oppose aux expéditions romanesques.

Pierre IV apparaît, quelques mois après l'éclatement de la Chrétienté, comme le plus vieux, le plus respecté des rois, 'lo pus antich rey de Christians'; doyen des princes, il est conscient de la responsabilité qui lui incombe face à Dieu et à la Chrétienté: son 'indifférence' n'est pas l'objet d'un marchandage, ni son ralliement futur le prix de la négociation et de l'investiture de la Sicile, comme on l'a gratuitement supposé[2]. Au contraire, le cynisme, le mensonge, le refus de la vérité, la dissimulation des princes de l'Église imposent aux rois un devoir d'enquête policière, de reconstruction minutieuse des évènements scandaleux de 1378, et de jugement.

---

1. Je me permets de renvoyer à ma communication *La genèse du schisme: les partis cardinalices et leurs ambitions dynastiques* au Congrès "Genèse et débuts du Grand Schisme d'Occident (Avignon, 25-28 septembre 1978)".

2. C'est l'orientation générale de J. REGLÀ CAMPISTOL, *La Corona de Aragón (1336-1410)* dans le T. XIV de la "Historia de España" dir. R. MENENDEZ PIDAL. (Madrid, 1966).

Pierre IV n'est pas seulement le gardien jaloux de l''indifférence' de ses états, mais encore un militant qui cherche à convaincre les autres princes de ne pas se jeter inconsidérément dans l'aventure factionelle et l'esprit de parti; l'alliance qu'il accepte, en octobre 1379, avec Louis de Hongrie, monarque urbaniste mais surtout sage vieillard comme lui, témoigne de son souci de pacification et de concorde pour préparer le grand arbitrage.

Cette volonté de paix est favorisée, dans la Péninsule Ibérique, par le calme relatif auquel porte l'épouisement des Anglais: la volonté de Jean de Gand, sa revendication ancienne se heurtent au défaut d'argent, et l'Aragon ne le pousse pas à une politique risquée; l'occasion est bonne, pour Pierre IV, de faire d'abord l'unité morale des princes d'Espagne en profitant de l'absence temporaire de conflit armé. Au Nord, les réves de Louis d'Anjou constituent seuls une menace sourde: revendications sur l'héritage des rois de Majorque, projets d'invasion, toute une agitation inquiétante outre-Corbières, qu'on ne peut s'empêcher de mettre en rapport avec l'adhésion clémentiste. C'est le même esprit aventureux, excité, instable qui anime le même groupe de jeunes princes, la même faction, une Internationale que n'arrive pas à diviser l'urgence de conflits bien réels: les infants d'Aragon, saisis par la même passion, choisissent des alliances françaises et l'obédience clémentine. C'est cette agitation seule qui rompra l'atmosphère générale de paix.

Reste la prétendue orientation 'méditerranéenne' que Pierre IV aurait donnée à la politique de la Maison d'Aragon: le coup de main de Guglielmo Raimondo Moncada qui capture dans le palais du principal des Vicaires la reine de Sicile et la remet à son grand-père Pierre IV, donne la mesure du romanesque et de la fragilité de cette orientation. Le roi d'Aragon avait des prétentions sur l'île mais personne ne s'en souciait et il devait accompagner ses lettres d'une généalogie, car tous avaient oublié l'appartenance de la dynastie sicilienne, un siècle après son implantation. Aucun parti ne soutenait dans l'île la prétention de l'Aragonais: le jeu des factions opposant les grandes familles (héritières des factions Latine et Catalane, où il ne faudrait d'ailleurs pas voir des blocs ethniques) a pu permettre à Moncada l'enlèvement de la reine, mais l'unité du royaume se reforme aussitôt pour interdire au Cérémonieux d'exploiter le coup de main. Outre l'instabilité de la Sardaigne, conquête saignée à blanc par la guerre et prête à basculer du côté du premier grand pouvoir italien continental qui saisirait la Sicile[3], d'autres obstacles freinent l'action de Pierre IV: les droits du saint-siège sur les royaumes insulaires, l'équilibre politique et juridique avec le royaume de Naples. Opération dynastique —et non point d'un anachronique 'impérialisme' commercial dont les Catalans n'auraient pu matériellement forger l'instrument politique et militaire[4]—, la conquête de la Sicile va

---

3. L'aveu vient du Cérémonieux lui-même, dans les instructions secrètes à ses ambassadeurs en Sicile, en mars 1379; P.A. IVARS, *La 'Indiferencia' de Pedro IV de Aragón* dans "Archivo Ibero-americano" XXIX (1928), 51.

4. Je m'appuie sur une statistique décennale inédite des exportations de grains de Sicile entre 1290 et 1460: la part des Catalans dans ce commerce essentiel ne s'élève à plus d'un tiers que dans des conditions exceptionnelles avant 1420 (7 o/o entre 1300 et 1309, 62,5o/o entre 1319 et 1329 —mais pour une documentation très pauvre—, 33,5 o/o pour 1330-1339, 30 o/o pour 1340-1349, rien pour la décennie suivante, mais c'est la guerre, 18 o/o pour 1360-1369, 15 o/o pour 1370-1379, 16,6 o/o pour 1380-1389, 10,4 o/o pour 1390-1399, 26 o/o pour 1400-1409, 24,5 o/o pour 1410-1419, 73,4 o/o en 1420-1429 par une politique royale énergique d'accaparement et de commerce de Cour, puis 18,7 o/o pour 1430-1439, 41,3 o/o pour 1440-1449 et 21,9 o/o pour la dernière décennie). Mêmes remarques pour la principale marchandise à l'importation: les draps catalans, qui ne comptent, entre 1350 et 1399, que pour 11 o/o du nombre des pièces et 7,7 en valeur des importations transitant par Palerme, représentent 69 o/o des pièces (et 62,4 o/o en valeur) de 1400 à 1429, 70,8 o/o des pièces (et 60,5 o/o

sans doute capter l'attention et les forces de la Maison d'Aragon. Elle ne sera possible qu'au prix de la promesse du respect du statut de l'île: un roi infant d'Aragon, mais aucun lien constitutionnel avec la Couronne; seul l'accident, la mort de Jean le Chasseur entraînera l'union personnelle.

L'affaire sicilienne va donc constituer, jusqu'en 1409, le principal des terrains où se rencontrent politique ecclésiastique et politique extérieure des rois d'Aragon: sous Pierre IV, la première domine, par le souci de l'unité des Chrétiens et de l'unanimité des rois dans leur jugement arbitral entre les Papes; l'affaire sicilienne passe au second plan, tandis que se résout heureusement la tension imposée par le duc d'Anjou aux frontières du Languedoc. Les grands problèmes politiques sont gelés et l'Aragon n'intervient plus dans la guerre anglo-castillane par Portugal interposé. Dans un deuxième temps, alors que l'Aragon de Jean le Chasseur rejoint le camp partisan clémentin, la dissociation s'accroît entre attitude politique et politique religieuse: l'alliance est renforcée avec les princes français et l'Aragon se met, par une série de mariages, au service des ambitions des ducs d'Anjou et du pape d'Avignon, dont les cardinaux ont arrangé alliances et unions; mais en même temps, en Sicile, le frère du roi, Martin l'Humain, co-roi et responsable de la politique au nom de son fils et de sa bru, pratique un extraordinaire 'doppio binario': lui, beau-cousin de Pedro de Luna et chaud partisan de Clément dès 1378, n'hésite pas à écarter ses convictions et à gouverner l'église sicilienne en collaboration avec les représentants de Boniface IX, qui a lutté farouchement contre son installation, et en son nom. La politique prime absolument. Dans un troisième moment, les priorités vont se trouver renversées: Pedro de Luna est élu pape et Martin constitue pour lui l'ultime réserve; dès son élection, de fait, les rois de Sicile entreprennent, prudemment et sous le masque, la pénétration d'éléments clémentins dans le clergé de l'île. 1397, qui voit le ralliement de l'Aragon à Benoît renforcé encore par les liens étroits qui unissent le pape et le nouveau roi, marque aussi un signal d'alarme: la France, acquise à la *via cessionis*, a laissé Mathieu de Foix menacer la Couronne aragonaise. Aussi, désormais la politique de Martin sera-t-elle ferme dans la défense de Benoît, mais prudente, sans risque de guerre pour ses propres domaines, ni de révolte religieuse en Sicile. Ce n'est qu'après 1409 que Benoît se réfugiera en Catalogne, et qu'après le Compromis qu'il sera pour ainsi dire le pape des seuls Aragonais.

Dans l'ensemble, donc, au travers des multiples desseins politiques des princes catalans, une prudence qui ne sera vraiment abandonnée que par Ferdinand d'Antequera; un très faible écho du Schisme sur la politique extérieure de la Maison d'Aragon; pas de pseudo-Croisade, pas d'expédition risquée contre Rome; un ralliement religieux d'abord explicable par les liens familiaux —qui ont joué un rôle si grand et si constant dans le Schisme— plutôt que par une opération politique. Il est vrai que, par le hasard de l'extinction de la dynastie catalane, c'est la famille des Trastamare qui sera appelée, par le pape Benoît, à assumer les destins de la Maison d'Aragon. Mais doit-on voir dans le Compromis le signe d'un quelconque 'déclin catalan'?

* * *

---

en valeur) de 1430 à 1439, 68,9 o/o des pièces (et 74 o/o en valeur —non distingués des draps occitans) de 1440 à 1449, et enfin 66,9 o/o des pièces (et 56,7 o/o de la valeur) de 1450 à 1459. Notons que les Catalans, comme les Génois, manquent d'une organisation commerciale efficace: ils ne constituent pas de Compagnies, ce qui avantage à tout moment —mais surtout au XIVe siècle— leurs concurrents toscans. Il est difficile de nier la dépendance de l'économie au sens étroit (le commercial) du politique et du militaire, au vu de ces chiffres.

1378: LES RESPONSABILITÉS DU DOYEN DES ROIS

Le 8 avril 1378, sous la pression du peuple de Rome, les seize cardinaux présents en conclave avaient élu pape un napolitain, Bartolomeo Prignano, archevêque de Bari et curialiste avignonnais. L'élection avait été acquise à l'unanimité, moins une seule abstention. Couronné le 18 avril, l'élu, Urbain VI, avait vu bientôt ses rapports avec le sacré collège se tendre: les cardinaux français, puis les italiens l'abandonnent tous, pour élire, le 20 septembre, à Fondi, Robert de Genève, neveu du puissant cardinal Gui de Boulogne, qui était l'oncle de Jean Ier de France et de Charles de Navarre, et, plusieurs fois candidat malheureux au pontificat, en avait été écarté en raison du risque que cette parenté faisait porter sur l'indépendance même de l'Église. Cette parenté unissait Robert de Genève aux principales familles princières européennes, mais le rapprochait en priorité de la Maison de France: Louis d'Anjou, qui le félicite, dès le 10 octobre, rappelle à un cardinal de Fondi que le nouveau Clément VII est *domus sanguisque Francie, prout et me..ac michi consanguinitate propinquum*[5]. Ce cousinage royal ne devait pas exciter les sympathies du roi d'Aragon, allié lointain des Anglais contre l'axe Burgos-Paris établi par les Trastamare, et continuellement menacé par les ambitions désordonnées de l'enthousiaste Louis d'Anjou, titulaire de droits fantômatiques sur le royaume de Majorque achetés aux héritiers de Jacques III et qui pouvait les transformer en une revendication effective sur Perpignan.

Au fond, Pierre IV a montré, face au Schisme, une lucidité et une fermeté de propos unique dans la Chrétienté; les documents rassemblés et admirablement commentés par le P. Ivars nous le montrent clairement: dès le 7 setembre 1378, il voit 'lo gran perill..a tota christiandat' qu'implique la rupture entre le pape et le sacré collège[6]. Ses sympathies vont à Urbain VI, et son souci de réparer l'effet désastreux de l'arrestation par les officiers du Roussillon de Perfetto Malatesta, envoyé du pape romain, en novembre 1378, le montre bien. Certes, il négocie avec lui sur les thèmes qui s'imposent entre l'Aragon et la Cour romaine (Sardaigne, Sicile, un chapeau de cardinal pour son cousin l'évêque de Valence) mais c'est dans une atmosphère respectueuse, sans l'ombre d'un chantage. Au premier chef, le roi s'informe: à Bernat Garriga, bourgeois de Perpignan, il demande les allégations sur le schisme présentées à l'assemblée du clergé de France (le 16 novembre) et qu'il a vues chez un prélat[7]; à l'évêque de Zamora, il demandera, deux ans plus tard, les allégations des cardinaux 'indifférents' (les trois abstentionnistes de Fondi, Brossano, Corsini, Orsini). Une hypothèse suggère que la durée de l'indifférence a été prolongée, au-delà du terme prévu à l'origine, par intérêt: le roi avait en effet saisi le contrôle des finances pontificales dans ses états, administrées par un conseiller royal, l'archidiacre de Lleida. Deux explications paraissent plus dignes d'attention: le projet sicilien et la situation périlleuse de la Sardaigne imposaient —outre les sympathies personnelles du roi— le respect des convictions des Sardes et des Siciliens, tous urbanistes, et une manoeuvre longue et risquée pour obtenir d'Urbain les décisions qui feraient sauter les verrous de la succession sicilienne (inféodation au roi d'Aragon et/ou dispenses de mariage entre la reine Marie et un infant d'Aragon), tandis que le roi n'était sans doute pas attristé de ce que le Schisme donne aux

---

5. N. VALOIS, *Louis Ier, duc d'Anjou et le Grand Schisme d'Occident (1378-1380)* dans "Revue des questions historiques", 1892, p. 11 du tiré-à-part.

6. IVARS, *loc. cit.*, 25.

7. J. SANABRE, *El cisma de Occidente y los reyes de Aragón*, dans "Reseña eclesiástica", XIV (1927) 143-150, 193-199.

rois l'occasion d'une revanche sur la morgue et les intrigues des cardinaux avignonnais; rappelons les grandes légations de ces canonistes impérieux et avides de bénéfices en Aragon, Gui de Boulogne en 1359-1361, accompagné des intrigants Pierre Ameilh et Jean de la Grange liés à Bernat Cabrera. Et ce n'est peut-être pas sans une secrète satisfaction qu'à son tour le roi humilie les princes de l'Église, leur refuse de prendre en considération leurs lettres de créance, gèle leurs bénéfices et réserve les grâces (qui étayaient auparavant les clientèles des factions cardinalices) aux clercs fidèles à la monarchie. Et, avec le P. Ivars, nous pouvons bien admettre que la neutralité du souverain servait au mieux ses intérêts et qu'il faisait monter les enchères d'un ralliement maintenant lointain.

On l'admettra, et l'on fera sa part à cette attitude subalterne, à ces petits profits du schisme: le XIVe siècle est plein de moments où coexistent grandes pensées, nobles desseins et attitudes médiocres de népotisme et d'intérêt; pensons à la contradiction d'Urbain VI entre réforme de l'Église et gestion traditionnelle du pouvoir pontifical. Graduellement, cependant, la place de Pierre IV se détache, entre les monarchies européennes: la mort d'Henri de Trastamare, celle de Charles V, puis celle de Louis de Hongrie, enfin celle de Fernand de Portugal, laissent partout des états instables et des successions difficiles; peu de princes expérimentés ou simplement capables; partout, dans l'Empire, en France, en Angleterre, des jeunes gens ou des enfants. L'autorité de Pierre IV s'exerce donc pleinement auprès des princes ses parents; son pacifisme à l'égard de Jean Ier de Castille, qui a pourtant adhéré à l'obédience clémentine à l'instigation de Pedro de Luna, est remarquable de 1381 à 1386: il ne donne pas suite aux propositions d'alliance de revers de Jean de Lancastre, ne soutient pas la révolte d'Alfonso Enríquez et propose au fond la solution, avec le mariage de Catherine de Lancastre et de l'infant Henri[8]. Par cette attitude sage et étonnamment irénique, il obtient un accord profond avec Henri de Trastamare et Charles de Navarre, et le maintien d'une attitude commune jusqu'à la mort de chacun des princes, en dépit des pressions françaises[9]. Le poids de Pedro de Luna (dont la position dans la Péninsule Ibérique s'apparente fort à celle de Clément VII face à la Maison de France), le clémentisme de la classe d'âge des jeunes princes, Jean Ier de Castille, Charles le Noble, Jean le Chasseur et Martin, qui est de mode française, finit par rompre cette large unité ibérique. Mais le Cérémonieux ne renonce pas: doyen des rois, il maintient son cap avec une fermeté qui ne peut pas être purement tactique. C'est un exemple qu'il donne et s'il ne rallie plus grand monde, c'est que son règne s'achève et que le factionnalisme qui oppose classiquement princes héritiers et rois vieillissants joue à plein en Aragon: Jean et Martin s'opposent en tout à Pierre IV et à la reine Sybille, à sa politique religieuse comme à son projet sicilien (qu'ils réaliseront bientôt, mais à leurs conditions et de leur propre volonté) et l'imminence de la fin du règne enlève à l'indifférence beaucoup de partisans.

La politique sicilienne constitue une épreuve et une limite à l'indifférence: comme l'a justement noté E. Perroy[10], Pierre IV ne pouvait, sur ce terrain, que s'adresser à Urbain. Ses fils continueront à le faire, démontrant le bien-fondé des choix du Cérémonieux. Rappelons les faits et les 'droits': en 1377, Frédéric IV de Sicile (nous écarterons le terme diplomatique de 'Trinacrie', que les intéressés

8. Instructions aux ambassadeurs Francesc de Montanyans et Francesc Climent envoyés en Angleterre en juillet 1386, publiées par E. PERROY, *L'Angleterre et le Grand Schisme d'Occident* (Paris 1933), 409.

9. L. SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Castilla (1350-1406)*, dans le T. XIV cité de l'"Historia de España", 215.

10. PERROY, *loc. cit.*, 214.

n'utilisent pas, et nous rappelerons la charge émotive et politique de la revendication du titre de *rex Sicilie*, un seul royaume et la conquête, tentée par Frédéric III, de la Terreferme) avait laissé le royaume insulaire à sa fille Marie, petite-fille du Cérémonieux, et son administration au comte de Mistretta, Artale Alagona, 'seigneur' de Catane. F. Giunta a décrit avec précision le corps cohérent de mesures prises par Frédéric IV pour maintenir la Sicile hors de l'influence aragonaise[11]: reconnue dès sa naissance comme héritière (au mépris des clauses du testament de Frédéric III établissant la succession masculine dans sa descendance) par le baronnat et les Universités (Communautés), Marie avait vu ses droits proclamés par le pape et acceptés par Naples lors du traité d'Aversa en 1372; enfin le testament de Frédéric la proclamait héritière universelle; dans le cas de sa mort, il lui substituait son fils bâtard, Guillaume, comte de Malte, puis les fils d'Eléonore d'Aragon. Le défunt roi avait ainsi verrouillé l'accès de la couronne sicilienne à Pierre IV, qui en prenait cependant le titre, au nom du testament de Frédéric III: Grégoire XI lui avait alors fait noter que sa prétention allait contre la coutume de Sicile qui avait admis la succession féminine: les droits de Pierre le Grand ne lui étaient-ils pas venus de sa femme Constance?

L'Aragon, déjà engagé dans le long conflit avec le judicat d'Arborée, ne disposait d'aucune capacité offensive en Sicile: aucun partisan, sinon le comte d'Augusta, Guglielmo Raimondo Moncada; la noblesse d'origine catalane, Peralta, Alagona, s'est sicilianisée et participe aux luttes de faction qui avaient permis au Cérémonieux de rappeler son intérêt pour les affaires de l'île, mais aux partis Latin et Catalan se sont substituées des alliances temporaires: en 1380 Chiaramonte et Alagona s'opposent aux Ventimiglia et aux Peralta. L'ensemble de la noblesse et de la population était urbaniste: le roi d'Aragon devait donc forcément s'adresser au pape romain pour obtenir informations et contremesures aux projets d'Artale Alagona. En 1378 et 1379, il s'agissait d'éviter un mariage de la reine de Sicile avec le comte de Vertus, Giangaleazzo Visconti, que son oncle Bernabò dirigeait vers la Sicile. C'est au pape, suzerain de Marie et maître des dispenses de mariages, que Pierre IV s'adresse: le 1er décembre 1378, il demande l'investiture de la Sicile et la dispense pour l'union projetée entre la reine et le primogénit Jean, le propre oncle de Marie[11]; il renouvelle sa demande le 15 janvier 1379[13]. L'offre est claire et correspond sans doute aux convictions du roi: le 'passage' se fera à l'honneur de la sainte Église romaine; ce sera presque une Croisade. Et, en effet, la fidélité urbaniste de la reine —de son entourage, sans doute d'Artale Alagona— avait vacillé à la suite de l'élection de Clément VII et du soutien que lui portait la reine de Naples: le 19 novembre 1378, elle avait adressé à Fondi un *rotulus* de suppliques pour les clercs de sa chapelle et des églises de l'Est sicilien[14]. Le pape Urbain n'avait pas accordé au roi d'Aragon l'exorbitant mariage proposé —et auquel le primogénit ne songeait qu'à échapper pour chercher une française— mais il lui servait pour bloquer l'alliance Alagona-Visconti: le 3 octobre 1379 Pierre IV demande simplement de ne pas permettre un mariage ou une modification de l'état politique de la Sicile sans son accord[15] et Urbain écartait en effet tout mariage, brisant le projet Visconti[16]. Qu'il ait eu ou non l'arrière-pensée de placer Francesco Prignano, son neveu, sur le trône

11. F. GIUNTA, *Aragonesi e Catalani nel Mediterraneo*, I (Palerm 1973), 164.
12. SANABRE, *loc. cit.*, 193.
13. PERROY, *loc. cit.*, 214, n. 4.
14. Archivio Segreto Vaticano, Reg. Suppl. 48, f. 225-227 v°.
15. IVARS, *loc. cit.*, 32.
16. GIUNTA, *loc. cit.*, 173.

de Sicile (la Sicile, comme Naples, a nourri les rêves des aventuriers, dès 1360, qui guettaient sa tombée en quenouille), il a servi à lanterner les barons siciliens: après le 5 juillet 1380, il est trop tard, la reine est prisonnière en Catalogne et l'unité des Siciliens se reconstitue, faisant perdre au Cérémonieux le fruit du coup de main du comte d'Augusta.

Passé le 5 juillet, le roi détient un otage, il ne craint plus, comme en mars 1379, que l'île tombe entre les mains d'un 'tiran' —lisons Giangaleazzo— qui pourrait avec facilité se saisir de l'autre île, la Sardaigne (cette confession, dans un mémorial aux ambassadeurs d'Aragon auprès des barons siciliens[17], est très significative); mais il a toujours besoin d'Urbain: il veut éviter que le pape romain ne légitime Guillaume comte de Malte et bâtard de Frédéric IV[18] et il continue de proposer une alliance matrimoniale avec le roi de Naples Charles de Duras. Il ne souhaite donc pas sortir trop de ses bons rapports avec le pape romain —même si celui-ci renforce de son autorité la ligue que les barons siciliens ont opposée aux projets aragonais (envoi d'un légat dans l'île en décembre 1380, menace de priver le roi d'Aragon de son investiture sarde). Mais il a déjà deux fers au feu: Clément VII le sert, en approuvant le mariage de Marie et d'un infant d'Aragon. Il ne s'agit plus du primogénit qui a épousé Yolande de Bar et refusé Marie de Sicile et son royaume comme son père lui reproche poétiquement[19], mais de l'enfant Martin, fils de Martin l'Humain et de Marie de Luna. En juin 1380, Pierre cède à son fils cadet ses droits sur l'île. Proche de Clément VII, et de Pedro de Luna, le prince, appelé à co-régner avec sa bru et son fils, va désormais assumer la responsabilité d'un double jeu parfait entre les deux sièges pontificaux. Tandis que jusqu'en 1383 et sans doute au-delà, le Cérémonieux reste en rapports avec Urbain VI, Martin l'Humain compte sur le pape d'Avignon et sur l'officieux Pere Serra, son jurisconsulte, pour légitimer la conquête.

1384-1394 LE DOUBLE JEU: UN PAPE EN ARAGON, UN AUTRE EN SICILE

C'est donc Pierre IV qui a montré la voie du "doppio binario" où s'engage le roi prétendu de Sicile, l'infant Martin l'Humain. Voici un cas, notons-le bien, où de réelles divergences d'opinion religieuse et d'obédience servent fort bien la politique: Pierre IV pouvait prétendre ne rien savoir des ambassades et des démarches de son fils cadet à Avignon; la Maison d'Aragon joue, en fait, de ses différences pour mener avec un brin de cynisme une politique d'essence familiale et dynastique, très décentralisée, acceptant que le cadet confirme l'autonomie de ce royaume extérieur qu'est la Sicile, et y pratique une politique religieuse en tous points différente de celle menée dans les domaines ibériques de la Couronne d'Aragon.

La résistance d'Urbain VI aux revendications aragonaises s'était durcie après l'enlèvement de la reine Marie: il avait envoyé son protonotaire, Francesco Ventimiglia, fils rebelle et déshérité du comte de Geraci, Francesco II, et qui appartenait donc au plus haut baronat de l'île[20], pour organiser la défense. Et, ayant déposé en

17. IVARS, *loc. cit.*, 49.

18. IVARS, *loc. cit.*, 52: sa légitimation pouvait permettre à un parti de le proclamer roi; on pense à Frédéric de Luna.

19. Ces 'cobias' sont publiées par le P. IVARS, *loc. cit.*

20. Le testament de son père, du 8 janvier 1386, donne ces précisions; Archivio di Stato, Palermo, Archivio Belmonte 133, f. 45; il était le fils de la comtesse Elisabeth, peut-être l'aîné —d'après son prénom— et il avait assassiné l'un de ses cousins, sans doute avant d'entrer au service du pape.

1385 Charles de Duras et assumé l'administration, au nom de l'Église souveraine du *Regnum Sicilie*, de la partie napolitaine de ce royaume, il était entré en rapports directs avec les quatre Vicaires; prenant acte de la captivité de Marie en mains schismatiques, il obtenait des quatre grands féodaux, dont l'autorité était ainsi reconnue, le payement direct, chacun pour sa part, du cens dû au saint-siège. Enfin, il établissait un lien féodal direct entre le saint-père et deux des Vicaires, Artale Alagona, feudataire du château de Aci, qu'il tenait de l'église de Catane et que le pape lui concédait directement, et Manfred Chiaramonte, créé par Urbain VI, à l'occasion de la "Croisade" de 1388, duc de Jerba et des Kerkenna. S. Fodale a éclairci la chronologie de ces rapports directs entre le pape et les grands seigneurs siciliens, dégagés ainsi de toute dépendance à l'égard des geôliers de la reine[21].

Martin l'Humain, incapable de l'effort militaire que représentait la conquête de l'île au nom de son fils, et retardé en Catalogne par le conflit avec Gênes jusqu'en 1386, puis par les troubles qui suivaient la mort de son père, action contre la reine Sybille, puis contre les compagnies de Bernard d'Armagnac, enfin par l'engagement des forces de son frère, le roi d'Aragon, contre la rébellion sarde, ne pouvait donc espérer de secours et de légitimité que de la part d'Avignon; Jean Ier et Martin avaient reconnu Clément et intégré l'Aragon à l'obédience avignonnaise. Ils demandaient en 1388, par l'ambassade de G.R. Moncada, de très larges pouvoirs, une dispense de mariage, la donation de tous les droits de l'Église sur la Sicile et une intervention auprès de Louis II d'Anjou, héritier des droits 'angevins' sur la Provence et le Royaume de Sicile, pour une semblable cession. Ils obtenaient l'inféodation de l'île directement de la Cour avignonnaise[22]. On notera que G.R. Moncada avait présenté à Clément VII l'expédition de Sicile comme une véritable Croisade à mener contre les schismatiques. L'Aragon liait le destin de la conquête de l'île à la conquête par le jeune duc d'Anjou du royaume de Naples: une alliance matrimoniale (Yolande d'Aragon épousait le duc) scellait l'alliance politique.

Le renouvellement du personnel politique, en 1389-1390, allait rendre possible l'offensive catalane: trois des Vicaires, et les plus prestigieux, Artale Alagona, Francesco II Ventimiglia et Manfredo Chiaramonte, étaient décédés et étaient remplacés par de jeunes gens moins expérimentés. Les luttes de factions reprenaient, Chiaramonte et Alagona contre Ventimiglia et Peralta, rendant possible l'intervention militaire. C'est de Rome, où un nouveau pontife napolitain, Pietro Tomacelli, a été élu à la mort d'Urbain VI, en 1389, que vient le salut: plus politique que son prédécesseur, il met fin au désastreux conflit avec la régente Marguerite de Duras, assume un rapport direct avec le royaume insulaire (le saint-siège percevra directement le cens: l'antique unité du *Regnum* est brisée) et accorde de très larges pouvoirs aux vicaires, en l'absence de la reine, mais c'est pour les unir et mobiliser les forces de résistance aux envahisseurs et aux Schismatiques. Les mandements de Boniface IX vibrent de colère et d'esprit de croisade et c'est ce souffle que porte dans l'île le légat Niccolò Sommariva qui sanctionne les décisions du 'parlement' de Castronovo, le 10 juillet 1391: résistance contre les usurpateurs et les hérétiques. Une alliance matrimoniale répondait à la ligue Anjou-Aragon: Constance, fille de Manfred Chiaramonte épousait le roi de Naples, Ladislas. S. Fodale fait remarquer que sous l'égide pontificale elle renforçait les obligations de service militaire dues, au nom de la reine absente, par ses Vicaires au pape, suzerain de la Sicile, et Bonifa-

---

21. S. FODALE, *Il Regno di Trinacria e lo scisma*, communication au Congrès "Genèse et débuts du Grand Schisme d'Occident".

22. E. STINCO, *La politica ecclesiastica di Martino I in Sicilia (1392-1409)*, I (Palerm 1920), doc. n° VI.

ce n'allait pas tarder à en exiger la mise en oeuvre, pour la défense du royaume de Naples[23].

Dès décembre 1391, alors que Clement VII avait nommé un légat en Sicile, en la personne de l'évêque de Tortose, Martin l'Humain s'était préoccupé de désarmer la résistance religieuse, et d'enlever à la ligue baronnale son ciment idéologique: pour ce faire, les ambassadeurs Berenguer de Cruïllas et Guerau de Queralt promettaient aux Siciliens que les princes viendraient dans comme sujets de Boniface, dans l'obédience romaine[24]. La promesse et les grâces que Martin s'engageait à dispenser à l'arrivée des princes devaient en effet désagréger la résistance, permettant un débarquement sans encombre, le 22 mars 1392. Boniface envoyait alors à la reine Marie l'archevêque de Messine et l'évêque de Cordoue: ils devaient recevoir l'hommage lige et le serment de fidélité, si elle était restée fidèle à l'obédience romaine. Au renversement de ligne politique de Martin, correspondait un pas du pape romain, à la fois formaliste et réaliste[25]. Jusqu'à la mort de Clément VII, le prince catalan allait s'en tenir à cette ligne de conciliation et de factice dévotion à l'égard de Boniface IX: en dépit de la rupture brutale du Clergé avec le nouveau régime (les prélats de Palerme, Ludovico Bonito, de Monreale, Fra Paolo dei Lapi, et de Catane, Simone del Pozzo, prêchent contre Martin), de l'atmosphère de 'Vespro anticatalano' qui se développe dans l'île à partir de juillet 1392, et des mandements pleins de feu que Boniface adresse en novembre 1393 pour soutenir la révolte palermitaine[26], Martin affecte de préparer, dans la fidélité à Boniface, une négotiation formelle avec le pape romain. Une ambassade solennelle est mise sur pied en février 1393, tandis que le prince noue de bonnes relations avec le protonotaire de Boniface, Francesco Ermemir[27]. Même après la rébellion de Palerme, en avril 1394 encore, le projet d'ambassade n'est pas abandonné.

Les relations de Martin avec le pape d'Avignon demeurent donc, sinon secrètes, du moins discrètes: à son arrivée dans l'île, le prince s'était emparé des revenus du plus riche des évêchés siciliens, Monreale, dont il avait attribué la gestion à Pere Serra, son chancelier [28]; formellement, l'archevêque urbaniste, Frà Paolo dei Lapi, n'était pas chassé de son siège: il était absent pour cause de la rébellion. Cette saisie ne posait pas en réalité de problème sérieux d'obédience, en dépit de l'attachement de Serra, nouveau 'regedor' du diocèse, à Clément VII: le diocèse ne comptait que très peu de fidèles, quelques milliers d'habitants à Corleone, quelques centaines à Monreale, les deux seules agglomérations dans une campagne fertile, mais déserte, propriété de l'archevêché, et que montent cultiver les Palermitains. Ajoutons qu'à Corleone, comme dans d'autres villes, les fidèles disposaient d'un évêque en la personne d'un Franciscain originaire de leur bourg et titulaire *in partibus infidelium*, auquel allait scrupuleusement leur dévotion[29]. Jusqu'en 1394, Avignon restera absente des préoccupations du duc de Montblanc: Pere de Maresma, qui l'y représente, y trouve seulement un appui diplomatique dans les négociations avec Louis II d'Anjou, et des ressources financières, sous forme de prêts chez les mar-

23. S. FODALE, *loc. cit.*, 7.
24. STINCO, *loc. cit.*, 30.
25. S. FODALE, *loc. cit.*, 9.
26. "Accensi devoctionis ardore et viribus reasumptis ad impugnaccionem vestrum et Romanae Ecclesiae inimicorum Cathalanorum videlicet Barbarorum, fidei orthodoxae protectionem et patriae libertatem arma cepistis contra hos Barbaros quorum est servire italicis, non dominari, viriliter insurgendo".
27. STINCO, *loc. cit.*, 55ss.
28. STINCO, *loc. cit.*, doc. n° XIII.
29. En l'espèce, Frà Federico de Vitorilla, qui teste et décède à Corleone le 14 février 1400.

chands[30]. Un nonce vient bien d'Avignon en Sicile, Antoine, abbé de Saint-Pierre de Pérouse, mais, *vir prudens et discretus*, c'est sans tambour ni trompette. Toute l'administration de l'Église sicilienne, bénéfices, nominations d'évêques et d'abbés, appels au saint-siège, passe par Rome, au moins formellement. La raideur ou la fougue anti-catalane de Boniface n'y font rien: le dessein de Martin est clair, imposer sa loi dans l'île, et il écarte l'obstacle religieux. Cette prudence viendra en effet à bout des révoltés incapables d'action concertée.

En dépit de la présence à Palerme, en 1394, des légats de Boniface, Frère Raimondo de Vigna, qui distribuait les indulgences contre les Catalans comme s'ils eussent été des Sarrasins, et Frère Basilio de Levanto, Martin évite de rompre avec le pape de Rome. Il faut dire que sa situation est très critique: en 1394, son armée n'est sauvée que par les reforts recrutés personnellement par Bernat Cabrera qui met en gage ses propres biens. Pendant l'hiver 1394-1395, l'île est frappée de famine et ce grenier de la Tyrrhénienne est heureusement ravitaillé en grain castillan, grâce aux relations confiantes de Martin avec Henri III, son neveu et allié (en octobre 1394, le projet d'une venue du roi de Castille en Sicile avait été envisagé)[31].

La prudence politique du prince est donc bien établie: il ne fait rien qui puisse coaliser contre lui le sentiment national des Siciliens, dont l'expression était naturellement un urbanisme d'autant plus assuré que les Catalans, depuis 1387, avaient presque unanimement adhéré à l'obédience clémentine. Deux évènements inattendus vont confirmer l'adhésion de l'Aragon au pape avignonnais et accentuer les risques de conflit religieux entre la monarchie aragonaise et ses sujets siciliens et sardes: Pedro de Luna passe, le 23 septembre 1394, du rang de cardinal parent de la Maison d'Aragon au pontificat; sans doute sa parenté même n'est pas étrangère à sa désignation, toute pétrie d'inquiétude et de réserves qu'elle aît été: le schisme avignonnais s'entourait volontiers de protections royales et princières. Le 15 mai 1396, le duc de Montblanc accède au trône d'Aragon. Comme en 1379, mais par une pente moins abrupte, c'est à la dynastie des parents du pape qu'échoue le devoir, par honneur et par fidélité, bien plus que par calcul politique, de défendre les droits de Benoît XIII.

1394-1409 AU SERVICE DU PAPE AVIGNONNAIS? OUI, MAIS...

L'adhésion, qu'A. Boscolo définit, peut-être avec un excès de simplification, comme 'inconditionnelle'[32], de Martin l'Humain à Benoît XIII, s'exprime peu avant l'accession du premier au trône aragonais: il garde ses relations avec Boniface, au travers de quelques cardinaux qui sont liés par une lointaine parenté à la Cour de Sicile (Philippe d'Alençon) ou qui paraissent sensibles aux bonnes manières de Martin (Landolfo Maramaldo, cardinal 'de Bari', Francesco Carbono, grand pénitencier) et promet toujours d'adresser une grande ambassade à Rome, qui fera retour en Sicile sous prétexte de mauvais temps, en 1396 encore et en 1397. Pourtant Boniface ne ménage pas le prince: il le dénonce comme *inimicus homo* dans une bulle du 10 juin 1396 adressée à Gilforte, archevêque de Palerme[33] et il tâche

30. STINCO, *loc. cit.*, 131.
31. GIUNTA, *loc. cit.*, 224.
32. A. BOSCOLO, *Isole mediterranee, Chiesa e Aragona durante lo Scisma d'Occidente 1378-1429*, dans *Medioevo Aragonese* (Padoue 1958), 69-97.
33. STINCO, *loc. cit.*, 50ss.

d'exploiter le nécessaire retour de Martin l'Humain dans le royaume d'Aragon pour tisser de nouveau une ligue entre les barons et briser le fragile pouvoir de Martin le Jeune. Hormis la répression des menées politiques anti-catalanes ourdies par des clercs urbanistes et qu'énumère Stinco, et la prise graduelle de contrôle sur les finances pontificales en Sicile au travers de l'agent royal Simone De Rosso, la nouvelle obédience à Benoît XIII ne s'exprime que par l'introduction subreptice de clercs clémentins: ils sont mis en possession par le prince 'cum intencioni di supplicari a lu sanctu patri' sans préciser quel pape. Dès le 5 août 1396, utilisant une bulle de Benoît XIII lui conférant l''autorité apostolique spéciale', Martin nomme son confesseur, Johannes de Pino, évêque de Girgenti. L'année suivante ce sera le confesseur de Martin l'Humain que son fils élit à l'archevêché de Monreale, en la personne de Frère Joan de Taust. Ces deux nominations, cependant, seront soumises à la ratification de Boniface, que l'ambassade sicilienne finit par joindre au printemps de 1397[34].

Martin l'Humain, avant même sa visite historique à Avignon en mars 1397, s'est donc bien mis au service du pape son cousin, mais avec une prudence et un esprit de méthode remarquables: il s'agit de grignoter les positions urbanistes dans l'île, presque clandestinement, tout en laissant leur obédience (garantie par privilège aux Universités de Palerme et de Monreale le 20 avril 1397) aux fidèles et une totale liberté de mouvement aux représentants du pape romain; Gilforte, archevêque de Palerme, est ainsi nonce apostolique et collecteur des revenus de la Chambre. Martin compte sur le temps et sur l'épuisement du parti indépendantiste: il rêduira ainsi l'enclave qu'il avait laissé se constituer au Nord-Est de l'île, le comté de San Marco tenu par l'un des plus constants de ses ennemis, le comte Bartolomeo Aragona, descendant d'un bâtard de Frédéric III, et l'évêché de Patti, accordé par lui à Giovanni, frère du comte de Cammarata et de San Marco, et qui lui sera retiré pour passer à Francesco Ermemir. Mais même alors (nous sommes en 1399), c'est à Boniface que Martin le Jeune s'adresse pour régulariser l'élection, en fait son choix[35]. Même compromis pour l'archiépiscopat de Palerme: après la mort de Gilforte, Martin le Jeune a tenté d'installer un prélat clémentiste, le catalan Asbert Vilamarí, d'abord comme administrateur provisoire, puis comme archevêque; la mort d'Asbert le contraint à un compromis avec les chanoines urbanistes: le chapitre élira le candidat du roi, Francesco De Vitali, évêque de Mazara, mais le roi en demandera la confirmation au pape Boniface[36].

Martin le Jeune sait donc à son tour reconnaître les limites de sa soumission au pape d'Avignon: ce sont les limites qu'imposent la situation incertaine du conquérant, l'absence totale, même dans la noblesse sicilienne, de patriotisme 'aragonais' dans l'île (il n'apparaîtra que graduellement, sous Alphonse et Jean II, sous la forme d'une fidélité diffuse à la 'sacra Casa di Aragona'), et on ne peut que rapprocher la prudence de la dynastie en Sicile avec l'attitude de Martin l'Humain en Sardaigne; en 1397, ce sont les évêques urbanistes de Bosa, de Ploaghe et de Sorra qui sont appelés par Boniface à préparer la guerre sainte, quand Artale Alagona, installé auprès du duc de Milan, décide une grande expédition[37]. En 1398 et 1399, de nouveau, le nonce envoyé par Boniface en Sicile —et que Martin le Jeune s'empresse d'isoler de tout contact avec la population— est encore un évêque sarde, Ubaldino

34. S. FODALE, *loc. cit.*, 11.
35. STINCO, *loc. cit.*, 80.
36. A. GIUFFRIDA, *Martino I d'Aragona e la Chiesa palermitana alla fine del sec. XIV*, dans "Rivista di Storia della Chiesa in Italia", XXIII (1969), 158-165.
37. STINCO, *loc. cit.*, 70ss.

de Ubaldinis, archevêque d'Arborea. L'adhésion de Martin à l'obédience clémentine et l'alliance avec le duc d'Anjou renforcent en réalité la solidarité 'italienne' (et proclamée telle, par une élaboration humaniste des sentiments populaires) entre la noblesse sicilienne, la cour pontificale, Ladislas de Duras et Giangaleazzo Visconti. C'est bien un piège où s'enferre, au mépris des règles de la saine politique, la dynastie catalane. Une seule explication à cette adhésion, qui multiplie les difficultés tant en Sicile que dans le domaine plus anciennement conquis de la Sardaigne: la solidarité familiale, l'honneur qui relie les princes et le pape; c'est le même honneur qui impose à Martin l'Humain d'intervenir militairement, en 1398 et 1399, à l'embouchure du Rhône, au risque d'exciter la colère des princes français. Alors qu'en 1394, Jean le Chasseur, en dépit de son obédience clémentine, était intervenu auprès du sacré-collège pour éviter une élection qui rendrait irrémédiable le schisme, son frère engage la Couronne dans une politique dangereuse: seule la faiblesse des princes français et leur division évitent un conflit. La résistance de l'Aragon, seul état de poids à le soutenir —la Navarre, l'Escosse et la Savoie ne comptant guère dans le concert international—, encourageait encore le pape Benoît. Il ne faut voir à cette fidélité aucun dessein politique: bien loin de favoriser la seule politique aragonaise d'envergure, celle de conquête et de défense des îles, la soumission à Benoît, sa défense active, ne faisaient que susciter des ennemis alors que le refus de collaborer à la 'cession' et à la soustraction imposait, outre un éloignement fâcheux des positions françaises et castillanes, une activité diplomatique constante, inutile et risquée. L'isolement de l'Aragon n'était pas sans danger: seule l'unité —exceptionnelle au tournant du XVe siècle pour les monarchies européennes— et la stabilité de la monarchie, assurée d'un successeur en Martin le Jeune et de la fidélité des principales forces sociales et politiques du royaume (les Juifs ont en quelque sorte 'épongé' la fureur des mouvements populaires), ont permis cette politique hardie.

L'alliance avec le duc d'Anjou, pour une conquête combinée des deux fractions, insulaire et continentale, de l'antique *Regnum Sicilie*, avait suscité aux rebelles, puis aux exilés siciliens, des alliés précieux: Marguerite de Duras (qui eut pourtant souhaité reconnaître Martin le Jeune et unir son fils Ladislas en mariage avec la dynastie catalane, pour dissocier le duc d'Anjou de sa base sicilienne) et Giangaleazzo Visconti. En 1395 et 1396, ce dernier s'entend avec les Génois, les exilés siciliens et le pape pour préparer, avec l'investiture de l'île, son *impresia et conquesta Regni Insule Sicilie*[38]. L'alliance angevine n'offrait d'ailleurs à Martin aucun soutien politique: Louis II ne parvenait pas à se maintenir face à l'alliance Duras-Visconti, appuyée par Boniface et, chassé de Tarente, il se réfugiait finalement en Sicile, sur le chemin de la Provence. L'hostilité aux Visconti (Giangaleazzo avait pourtant tenté un rapprochement, mais c'était avant son projet de royauté sicilienne[39]) et la parenté de Marie et de Robert de Bavière (en 1379, les princes bavarois avaient revendiqué l'héritage sicilien) engagent Martin l'Humain dans le conflit, en Allemagne et en Haute-Italie, pour le trône impérial. De sorte que, pour l'Aragon, en dépit de relations correctes avec les Républiques maritimes, calmées par le payement de 'laus' abondants sur la piraterie catalane et par la nomination de David Lercaro à l'administration des exportations de grain siciliennes (qui sanctionne l'hégémonie marchande de Gênes sur la Sicile), des foyers inattendus de conflits et de résistance sont maintenus, en bonne part suscités par la politique ecclésiastique des rois d'Aragon et de Sicile.

---

38. GIUNTA, *loc. cit.*, 237.
39. Utilisant encore un franciscain de Corleone, Fra Tommaso; GIUNTA, *loc. cit.*, 235.

L'occasion d'une révolte périlleuse vient, à la fin de 1397, en application des accords entre Martin l'Humain et Benoît XIII, de la nouvelle politique imposée à son fils par le roi d'Aragon: n'oublions pas qu'au nom de ses propres droits, Martin l'Humain dictait à son fils les grandes lignes de son action et jusqu'au détail des nominations. C'était la 'corégence' établie en 1392. Ainsi, Pere Serra, chancelier et évêque de Catane, est-il fait cardinal d'Avignon[40]. Martin le Jeune installe un procurateur, Pere Çagarriga, à la Cour de Benoît. Ces faux pas suscitent une tentative d'invasion de l'île par Artale Alagona, avec l'appui des évêques sardes et du pontife romain, de Ladislas et de Bartolomeo Aragona, comte de Cammarata et de San Marco. Puis c'est la révolte, à Cefalù, du comte de Collesano, Antonio Ventimiglia, de l'évêque Guglielmo Salamone et, simultanément, de Guglielmo Raimondo Moncada: elle permettra à Martin d'éliminer l'évêque de Cefalù, remplacé par Frère Giuliano de Militto, et d'éliminer quelques clercs urbanistes compromis. Mais elle rappelle l'obligation de prudence à laquelle la Cour était tenue: en dépit des encouragements donnés par Boniface à la révolte, les relations restent constantes avec la Cour romaine, le nonce est bien accueilli au début de 1399, quoique sous surveillance, il a l'honneur de baptiser l'infant Pierre, fils de Martin et de Marie, le jour de la Saint-Georges 1399, et il sera fait conseiller royal —honorifique— après son retour à Rome, tandis que Francesco Ermemir est fait évêque de Patti. Enfin, Pere Serra retourne en Catalogne en septembre 1399: un rapprochement, un *modus vivendi* nouveau interviennent entre Martin et Boniface; tout projet précipité est de nouveau écarté, avec le départ du principal conseiller ecclésiastique de la Couronne[41].

Une dernière alarme, en 1400, rappelle à Martin les dangers d'une Croisade urbaniste menée par les exilés siciliens: Bartolomeo Aragona et le palermitain Ubertino Imperatore n'arment pas moins de 15 galères à Gaète pour porter la piraterie dans les eaux siciliennes. L'alarme passée, le roi de Sicile revient à la politique patiente de Pere Serra: à la mort d'Ermemir, c'est le provincial des Carmes qui est fait par le roi évêque de Patti, mais la consécration en est demandée au pape Boniface; c'est encore au pape romain qu'il demande la confirmation de Joan de Pròixida, archidiacre d'Elne, comme archevêque de Palerme, le 15 juillet 1400. Tandis que l'archevêque de Messine représentait Boniface à Barcelone, lors de la réunion exploratoire entre délégués des deux papes pour aborder la voie de compromis —Martin l'Humain avait alors fait sonner les cloches en son honneur, au scandale de Benoît XIII—, la tactique du grignotage reprend: Martin le Jeune temporise avec Rome, maintient une obédience de façade, reçoit les nonces de Boniface, puis de Grégoire XII, et les bulles pontificales —auxquelles il impose cependant de recevoir, pour la première fois dans l'histoire de l'île, un 'exequatur'— et applique strictement les principes de Pere Serra; il choisit lui-même les évêques *auctoritate apostolica specialiter in hac parte nobis concessa*, c'est-à-dire au nom d'une bulle de Benoît XIII, il interdit les conciles en son absence et remet les appels au saint-siège à une commission de prélats siciliens. C'est ainsi que sont successivement nommés Filippo de Ferrera à l'évêché de Patti, Joan de Pròixida à Palerme, puis à Monreale Guerau de Queralt, chanoine de Lleida, dont le père, Pere de Queralt, administre le temporel de l'évêché au nom de la Cour, enfin Frà Tommaso Crisafi à Messine (mais il n'était peut-être pas clémentiste) à la mort de l'archevêque Filippo, et Frà Mauro Cali à Catane, tandis que le catalan Miquel de Latras (représenté, au temporel, par son frère Garsia) remplace Frà Mauro à Malte[42].

40. STINCO, *loc. cit.*, 72ss.
41. STINCO, *loc. cit.*, 80ss.
42. STINCO, *loc. cit.*, 105ss.

La reprise de l'activité clémentiste —certes menée avec beaucoup de prudence dans les formes et sans léser les représentants officiels du pape romain, à qui Martin le Jeune ne claque pas la porte (en 1407, il reçoit dans l'île l'évêque d'Assise, légat et collecteur des décimes pour Grégoire XII)— n'allait pas sans une arrière-pensée anti-pontificale: imposer l''exequatur', contrôler les légats (eux-aussi sont soumis à l''exequatur') et, à cette occasion, rétablir l'indigénat au moins pour les petites charges puisque la clientèle catalane du roi était, on l'a vu, privilégiée pour les nominations épiscopales, c'était sceller l'autorité monarchique sur le clergé. Et cependant, le jeune roi de Sicile, bouillant et chevaleresque, allait montrer plus d'enthousiasme encore que son père à l'égard de la cause de son cousin Benoît XIII: lors de l'entrevue secrète de décembre 1404, à Nice, avec Benoît et Louis II d'Anjou, Martin le Jeune s'était aventuré jusqu'à promettre, en son nom et au nom de l'Aragon, 500 bacinets pour accompagner le pape à Rome et transformer la 'convention' en une marche triomphale[43]. Plus judicieux, et plus modeste dans l'évaluation des forces disponibles, Martin l'Humain devait refuser un nouvel engagement outré. La prudence l'emporte sur l'activisme et le roi d'Aragon, sans doute satisfait d'échapper à l'isolement, avec la fin de la soustraction française et castillane, et soucieux de l'aggravation de la situation sarde, tendait à mobiliser toutes les forces aragonaises, Sicile comprise, à la fin de mater la rébellion sarde. Dans cette politique strictement dynastique, l'invocation de la lutte contre les schismatiques, la négociation, en 1408, à Perpignan, où s'est réfugié Benoît, par Bernat Cabrera et Gil Ruiz de Lihori, de l'octroi des décimes à l'expédition de Sardaigne, ne sont plus que simple procédé. Le schisme ne mobilise plus la dynastie aragonaise, qui se sert benoîtement des dernières cartouches du pape aragonais pour ses entreprises privées. Nous sommes revenus au point de départ des années 1380: c'est le schisme qui sert la dynastie, en lui permettant d'exiger des pontifes des sacrifices financiers et de contrôler toujours plus étroitement le clergé national.

* * *

Indifférence honnête —avec un brin de satisfaction devant l'effondrement de l'énorme pouvoir qui avait si souvent humilié les rois— et honnête souci de jouer un rôle providentiel de juge arbitre entre les princes d'une Église déchirée, adhésion partisane superficielle, liée aux amitiés et aux alliances françaises, adhésion profonde déterminée par l'union des sangs entre les maisons d'Aragon et de Luna, les trois attitudes successives de la Maison d'Aragon à l'égard du schisme ont coloré, plus qu'elles l'ont dicté, la politique étrangère de la Maison d'Aragon: les deux engagements décidés, sur le Bas-Rhône et à l'entrevue de Nice, ont avorté et la prudence, le sens de l'équilibre l'a emporté sur un choix aventureux. La politique étrangère, pacifique en Espagne, ouverte envers la France mais méfiante à l'égard des emportements et des rêves de ses princes, s'est nouée à celle des Angevins dans un programme commun de reconquête de droits perdus. La Sicile a donc constitué l'axe de la revendication et de l'expansion, et, dans cette conquête rendue possible par la disparition du ciment dynastique et le factionnalisme qui sépare ses nobles, l'adhésion de l'Aragon à l'obédience clémentine a constitué un obstacle permanent, contraignant les princes catalans à une politique sans gloire de double jeu, puis à une colonisation clandestine qui portera tous ses fruits sous Ferdinand Ier, quand les vicegérents imposeront à toute l'île l'obédience de Peníscola.

Vu de la Sicile, le Compromís de Casp ne constitue en effet nullement une

rupture: hormis une brève introduction dans le personnel politique d'agents castillans, qui accompagnent les Trastamares et laissent dans les archives la trace d'une langue nouvelle et d'un ordre rigoureux, c'est la même politique qui se poursuit, avec, peut-être, des moyens plus lourds. Le commerce catalan atteint, sous Alphonse et par des moyens d'un protectionnisme sévère, pour la première fois, à une quasi-hégémonie; la domination de l'administration fiscale et commerciale par un personnel catalan se fait plus pesante que sous Martin l'Humain. On ne peut guère croire, vu de Naples ou de Palerme, au prétendu 'déclin catalan' de la première moitié du XVe siècle: au contraire, la nouvelle dynastie radicalise, exalte les directives de la Maison catalane; elle impose Benoît XIII, elle renforce la colonisation féodale de l'île, elle essaie de définir les termes d'un 'pacte colonial' comme l'a démontré M. Del Treppo. Comment donc ajouter foi aux jérémiades des patriciens barcelonais? D'autant que les courbes possibles ne confirment pas cette crise précoce, mais la situent peut-être plus loin dans le siècle. Plus encore, c'est la grande tradition de l'héritage politique de Frédéric III et de Manfred son grand-père que reprendra Alphonse: l''Amprisa' de Naples montre que les réserves de la Couronne aragonaise, servie par une aristocratie trastamariste d'origine mêlée, sont suffisantes pour étendre une domination dynastique —selon des formules inspirées de la pratique aragonaise en Sicile— sur la partie continentale du *Regnum Sicilie*. Une continuité certaine anime donc les années du Schisme et celles de la Restauration pontificale: dans l'antique ligne de fracture de l'équilibre européen, dans l'héritage de Frederic II et des rois normands, l'effort constant de la monarchie et de l'aristocratie aragonaises, appuyées sur le consensus des autres forces politiques des royaumes de la Maison d'Aragon, ont fini par établir une domination décentralisée et stable. Au fond, c'est le Schisme qui a privé l'Italie du Sud de son protecteur traditionnel, en brisant, à la longue, la continuité et la volonté du saint-siège et qui a permis la réalisation par Alphonse des projets de 1282.

Henri BRESC

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE:

Outre les ouvrages cités dans les notes, et qui fournissent principalement des documents, il faut leur ajouter:

S. PUIG Y PUIG, *Pedro de Luna, último papa de Aviñón (1387-1430)* (Barcelona 1920) et
C. TRASSELLI, *Il protonotari di Martino, duca di Montblanc*, dans "Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos", LXIII (1957), 467-502, étude de la correspondance du duc pendant la préparation de l'invasion.

Il faut avoir recours, pour le cadre général de la question, aux classiques
M. SEIDLMAYER, *Die Anfänge des grossen abendländischen Schismas. Studien zur Kirchen politik, insbesondere der spanischen Staaten, und zu den geistigen Kämpfen der Zeit* (Münster 1940) et
J. VINCKE, *Die Krone von Aragon und das Grosse Abendländische Schisma* (Braunsberg 1944)

et encore, en dépit des ans,
N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme* (París 1896),

tandis que l'on peut aborder certains points avec des ouvrages récents:
S. FODALE, *La politica napoletana di Urbano VI* (Caltanissetta-Roma 1973),
G. PISTORIO, *Riflessi dello scisma d'Occidente in Sicilia* (Catània 1969)
(tenir compte des corrections apportées par S. FODALE, 'Il Regno di Trinacria').

Durant la seva exposició, el professor Bresc subratllà verbalment que el Cisma fou un enfrontament de dos clans aristocràtics (Climent VII era nebot del rei de França i Pere de Luna era parent dels reis de Catalunya-Aragó) i que el faccionalisme dels clans hauria contaminat l'Església; que el poder reial volgué humiliar la potència eclesiàstica, la qual humiliava els reis des del 1250; que el Casal de Barcelona havia assumit un cert gibel·linisme en la política italiana, enfront dels Anjou, personificació del güelfisme; que l'expansió de la Corona catalano-aragonesa era inicialment militar i només després comercial. En els anys del Cisma es resolgué el contenciós amb els Anjou (i amb França). La "indiferència" de Pere el Cerimoniós hauria respost al seu concepte ètic i sagrat del poder, cosa que l'obligava a actuar a favor de la unitat de l'Església. A Sicília, l'aleshores duc de Montblanc i futur Martí l'Humà seguí una doble política religiosa: els prínceps eren avinyonesos, però permetien que el poble fos romanista. La substitució de bisbes sicilians per catalans o pro-avinyonesos s'hagué d'aturar els anys 1393-1394, però després la clerecia siciliana s'anà instal·lant en una certa "indiferència". Ja rei de Catalunya-Aragó, Martí l'Humà recolzà Benet XIII, quan França i els seus satèl.lits, Castella inclosa, li llevà l'obediència, salvant d'aquesta manera el papat avinyonès. Els intents, però, que els papes d'Avinyó se servissin de la potència naval catalana per saltar a Itàlia, instal·lant-se, com a primer pas, a Sardenya o a Sicília (del casament de Joan I amb Violant de Bar al futur Joan II amb Joana de Nàpols) fracassaren tots. Després de l'elecció de Martí V, el rei Alfons mantingué Benet XIII només com a arma política.

Francisco de Moxó: La feblesa econòmica de la Corona catalano-aragonesa fou decisiva en el fracàs de Benet XIII d'avançar per la costa italiana el 1408. Després, el Cisma ja era pràcticament sentenciat.

Henri Bresc: Efectivament, l'estructura econòmica de la Corona catalano-aragonesa era feble, també el potencial bèl·lic. Quan Martí el Jove prometé cinc-cents cavallers a Benet XIII, Martí l'Humà opinà que era molt, però no era res comparat amb els exèrcits que tant anglesos com francesos posaven en peu de guerra.

Francisco de Moxó: Caldria aprofundir entorn del comportament dels Anjou durant l'Interregne. Lluís d'Anjou es retirà a Angers quan la seva muller vingué a Catalunya per sostenir la candidatura de llur fill. Els Anjou havien de fer un doble joc aleshores, el del papa de Pisa i el de Benet XIII, ja que aquest tenia a la seva mà la solució de l'atribució de la corona catalano-aragonesa.

Henri Bresc: Efectivament, hom mantenia dues o tres polítiques alhora.

Salvatore Fodale: Joana I d'Anjou tingué un paper important en la consolidació del Cisma i intentà d'aprofitar-se del conflicte entre col·legi cardenalici i papa per modificar la relació entre el regne de Nàpols i l'Església. La situació religiosa a Sicília fou complicada: des que l'infant Martí, aleshores duc de Montblanc, s'instal·là a l'illa, hi hagué diversos contracops. Finalment, el papa Bonifaci IX intentà de tractar amb Martí. Aquest substituí els bisbes que considerava rebels, com Simone del Pozzo, bisbe de Catània, que fou processat perquè havia predicat acusant els catalans d'heretges, però el 1392 el procés fou abandonat, potser per manca de proves, i l'esmentat bisbe només fou deposat més tard, quan hom hagué superat la difícil situació política derivada de la revolta. Entre els nomenaments importants efectuats per l'infant Martí figuren el de Pere Serra a Monreale i el de Felip de Ferrera a Patti. Les vacants dels bisbats foren cobertes mitjançant elecció feta pels capítols a favor d'eclesiàstics catalans. Les altres seus episcopals de l'illa de Sicília, parlant en general, eren regides per eclesiàstics sicilians. Potser caldria parlar de tres vies i no tan sols de dues. No tot es redueix a una obediència avinyonesa dels prínceps i a una altra, la romana, dels súbdits, ans cal assenyalar que hi ha tres tipus de bisbes: els climentistes, els bonifacians (rebels, segons l'infant Martí, alguns dels quals romangueren a llurs seus) i els catalans. Hi hagué també bisbes inicialment bonifacians que, però, s'adaptaren a la nova situació i no foren gaire ben mirats per Roma. L'infant Martí no es plantejà un problema religiós, sinó econòmic, el d'assegurar-se per a la guerra les finances dels bisbats.

Anthony Luttrell: Caldrien alguns aclariments sobre els problemes econòmics esmentats pel ponent. En conjunt, les coses són molt més complicades i el període històric és molt confús. Hi ha més problemes que el de Sicília. La mateixa figura de Pere el Cerimoniós és molt contradictòria i per això cap historiador no s'atreveix a emprendre l'estudi del seu regnat.

Henri Bresc: Cal subratllar, en relació amb el problema econòmic, la importància del comerç del blat a Sicília, de caràcter monopolista, que acabà trencant el monopoli genovès. Pel

que fa al problema religiós, devia passar a Sicília quelcom de semblant a allò que succeí ací amb motiu de la sostracció d'obediència a Benet XIII, davant la qual el poble no reaccionà perquè ja estava cansat de cisma.

Joan Bada: Els anys 1415 i 1416 l'actitud de la gent fou contestatària quan hom llevà l'obediència a Benet XIII. Cal tenir en compte que molts dels bisbes catalans havien tingut càrrecs en la seva cúria. Aquesta actitud contestatària fou mantinguda en l'assemblea episcopal, en la qual demanaren el retorn a l'obediència a Benet XIII i es negaren a anar a Constança. També ací hi hagué doble via: els bisbats seguiren favorables a Benet XIII, la monarquia es decantà a favor del concili de Constança i contra Benet XIII. Els documents ho proven.

Carme Batlle: A Barcelona, el poble arrencà els cartells que publicaven la sostracció d'obediència.

Francesca Vendrell de Millàs: El poble creu en profecies i en aquell moment en corrien de favorables a Benet XIII.

Joan Bada: Sembla que també caldria plantejar en aquell moment el problema de les relacions Església-Estat o, amb més precisió, el fet que l'Església sembla configurar-se, ja en temps del Cisma, com a Església d'Estat, fenomen que tornarem a trobar al segle XVII.

Maria Cinta Mañé: Durant l'Interregne anterior al Compromís de Casp, Sicília fou abandonada a la seva sort. S'hi registraren lluites de ciutats contra altres ciutats i de ciutats contra la corona i lluites de bandositat entre la reina Blanca i Bernat de Cabrera. Hi havia el problema nacionalista dels sicilians, que es queixaven que els diners anaven a Barcelona. Tant Benet XIII com Joan XXIII enviaren legats a Sicília (Gregori XI, des del 1411, no comptava al sud d'Itàlia). El Cisma s'implicà amb el problema nacionalista. Fa la impressió que els bisbes sicilians estaven d'acord a reconèixer Benet XIII, a condició que Ferran d'Antequera posés com a rei de Sicília un dels seus fills. Algun document ho revela. Però l'obediència a Benet XIII només fou oficial; els eclesiàstics nomenats per ell només podien prendre possessió de llurs beneficis amb l'ajut dels oficials reials.

Salvatore Fodale: A la Biblioteca Vaticana hi ha documentació sobre la matèria. Martí l'Humà temia que Martí el Jove declarés el regne de Sicília obedient al papa de Roma. Martí l'Humà ho desaconsellà a fi d'evitar que els dos regnes tinguessin obediències diverses.

Francesca Vendrell de Millàs: Els sicilians havien arribat a oferir la corona al futur Joan II.